

ÉLECTIONS LOCALES DU 29 NOVEMBRE 2012

Plaidoyer pour un autre

Le rideau va tomber sur les élections portant renouvellement des Assemblées locales du 29 novembre. Une élection double jumelée (APC-APW) annoncée par une campagne qui fut une fois de plus, d'aucuns diront une fois de trop, conforme en tous points à toutes les campagnes d'élections organisées depuis le début du millénaire : morose, décalée et déteignant de manière quasi-sur-

réaliste et de plus en plus insupportable sur les milliers d'espaces publics qu'elle continue de polluer en toute impunité de ses millions d'affiches sauvages lacérées, de ses bruyants flonflons et de ses décibels assourdissants.

Une «campagne» qui émerge plus au registre du tapage public, en réalité a celui non avoué d'une pré-campagne présidentiel-

le aux relents revanchards pour les ombres «chinoises» intéressées qui s'y projettent prématurément et subrepticement, qu'à celui plus soft, plus sain d'une rencontre de proximité ciblant fondamentalement le sens civique et citoyen des électeurs et leur disponibilité à participer au pacte de gouvernance dont ont tant et si cruellement besoin aujourd'hui nos collectivités territoriales.

Les leçons d'une double campagne électorale (APC-APW) aux enjeux bien plus qu'historiques

Que retenir désormais de cette campagne pour des élections locales jumelées qui interviennent pourtant dans le cadre de la mise en œuvre des réformes décidées solennellement par le premier magistrat du pays un certain 15 avril 2011 ? Ce jour-là, le président Bouteflika avait en effet annoncé une «révision profonde» de la loi électorale pour permettre aux Algériens d'«exercer leur droit dans les meilleures conditions, empreintes de démocratie et de transparence».

La loi électorale a bel et bien été révisée, mais les pratiques électorales d'un autre âge sont restées les mêmes. Pire, elles ont régressé ! De manière chaque fois plus scandaleuse encore ! Le deuxième facteur qui tendait en toute logique à conférer à ces élections locales une importance et une tonalité quasi-historiques, est qu'elles se déroulent l'année du cinquante-naire de l'Indépendance du pays et en application de nouvelles lois réglementant l'espace d'intermédiation névralgique entre l'Etat et le citoyen, que constituent la wilaya et la commune. Des lois attendues depuis plus de deux décennies !

Qu'apporteront au cours de leur mandat électoral qui s'étalera sur les cinq longues et décisives prochaines années pour l'avenir du pays, les mal-élus qui surgiront des urnes samedi prochain, à la revitalisation durable de cet espace de confluence des intérêts bien compris de l'Etat et des citoyens que sont les collectivités territoriales ? Si l'on devait s'en tenir exclusivement à la physionomie générale de la campagne qui vient de s'achever et à l'analyse conséquente et sans complaisance des discours à la désolante stérilité «servis» aux quatre coins du pays, nous répondrions sans la moindre hésitation : rien !

Quant au programmes électoraux, les vrais, ceux qui correspondraient aux réels enjeux d'une gouvernance locale, ceux qui expliqueraient ce qu'est devenue la décentralisation cinquante ans après l'indépendance, le (ou les) contenu(s) possible(s) de la démocratie locale ou encore la réforme des finances locales, motus et bouche cousue.



Photo : Samir Sid

Qu'apporteront, au cours de leurs mandats, les élus qui surgiront des urnes samedi prochain ?

Bonne gouvernance, d'accord, démocratie d'abord !

Aucune avancée notable, sérieuse, réellement tournée vers l'avenir dans le processus d'affranchissement des collectivités locales des lourdes pesanteurs qui ont contrarié jusque-là leur naturel élan d'apprentissage des vertus de la saine démocratie locale, ne saurait être envisagée sans la clarification, voire la reconfiguration franche et loyale du lien qui les lie à l'Etat central. Un lien ombilical combien vital et nourricier au lendemain de l'indépendance, devenu un demi-siècle plus tard, c'est-à-dire aujourd'hui, définitivement dévitalisant et asphyxiant. Cette exigence qui constitue un pré-requis fondamental à la promotion d'une «bonne et saine» gouvernance locale, nécessite elle-même une reconfiguration en amont des missions de l'Etat, qui doit plus que jamais voir son rôle «recentré» autour de la prise en charge des missions régaliennes de puissance publique. Et Dieu sait qu'elles sont nombreuses et variées ! Abordant cette question, le rapport général du Comité de la réforme des structures et des missions de l'Etat élaboré en 2011 à la demande du président de la République, tranche sur le vif : «La réforme de l'Etat implique pour les collectivités territoriales, de nouveaux principes

fondateurs, s'articulant autour du développement d'une dynamique d'autonomisation des pouvoirs locaux, seule à même de participer à la restauration de l'autorité de l'Etat et à la reconquête de sa crédibilité. Elle implique également la rénovation du mode de gouvernance locale, (...) la promotion et la consolidation de la démocratie locale comme nouveau champ de régulation des rapports entre l'Etat et le citoyen.» Sans commentaire. Pour se convaincre davantage de l'inéluctabilité de cette évolution suggérée par ce rapport, il n'y a qu'à la rafraîchir et la revalider par les dernières recommandations (30 décembre 2011) du plus important diagnostic stratégique du développement local jamais organisé en Algérie : la «Concertation nationale sur le développement local», menée tambour battant pendant des semaines par le Conseil national économique et social. Ses propositions : Recentrage du rôle de l'Etat à travers sa réinstallation dans un périmètre stratégique, approfondissement de la décentralisation, réforme de la gouvernance et de la fiscalité locale,...

La réhabilitation de la fécondité multiple du couple déconcentration-décentralisation

Pour autant qu'elles appellent une réforme globale des missions de l'Etat moins saccadée et

plus linéaire, lisible dans ses déclinaisons territoriales, les nouvelles réalités politiques, économiques et stratégiques actuelles de notre pays relancent le besoin urgent de «dépoussiérage», de reconfiguration de l'articulation du socle fondateur de toute réforme de la gouvernance locale, constitué par le vieux couple déconcentration-décentralisation. Toujours affirmés depuis le premier code communal en 1967, la nécessité vitale de la déconcentration et les impératifs de la décentralisation se sont heurtés aux lourdeurs, blocages et réticences d'un système d'administration marqué par ses racines jacobines héritées du napoléonisme aux couleurs coloniales, générant des rigidités bureaucratiques de plus en plus étouffantes.

Le recentrage des administrations centrales de l'Etat sur leurs missions de prospective stratégique, de régulation et de contrôle, implique, par voie de conséquence, un délestage et un redéploiement urgent des responsabilités sur les espaces déconcentrés et surtout décentralisés. Au nom d'une décentralisation «canalisée» et «instrumentalisée», les collectivités territoriales et tout particulièrement les communes, se sont en effet installées et à leur corps défendant dans une logique de dépendance, agissant essentiellement comme unités administratives appendices de l'Etat, délaissant

Par Mhand Kasmi*

et marginalisant ainsi et de manière de plus en plus visible à l'œil nu, toutes leurs fonctions de proximité sociale et de réelle écoute des citoyens. Ces graves dérives des collectivités locales algériennes de leurs missions de proximité originelles, conjuguées aux errements induits par les manifestations électorales d'un pluralisme débridé au cours des deux décennies (1991-2011), ont fini par créer les conditions d'une rupture de contrat liant les élus à leur population, précipitant ainsi la crise de légitimité des institutions locales. Ces collectivités sont aujourd'hui frappées d'une double incapacité de servir et l'Etat et le citoyen.

Le miroir grossissant de la crise d'identité des collectivités territoriales : Les finances publiques locales

Les finances publiques locales n'ont jamais été insérées dans l'ordre des préoccupations nationales prioritaires. L'«autonomie» financière des wilayas et des communes est trop longtemps restée tributaire d'un système de financement désormais largement obsolète de leurs budgets caractérisé, essentiellement, par :

- L'étatisation presque totale de la fiscalité dite locale» constituée de produits en grande partie centralisés et redistribués, selon des mécanismes de péréquation et de solidarité de plus en plus inadaptés aux particularités et surtout aux besoins des wilayas et des communes.

- L'affectation par l'Etat de dotations de crédits d'équipement, selon des procédures lourdes, complexes et toujours décalées par rapport aux évolutions et aux dynamiques de développement multiples enregistrées.

Ce système de gestion, adossé à la mamelle particulièrement généreuse de la rente pétrolière de l'Etat-Providence et par ailleurs figé dans son organisation et ses procédures, n'a enregistré aucune évolution (malgré plusieurs réformes dont la dernière date de 2006), susceptible de tenir compte des nécessités de participation effective des élus locaux à la gestion de leurs ressources et de leurs dépenses. Il a atteint ses limites «historiques» de son obsolescence avancée, lorsqu'il a été traversé et aggravé